MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'ASEAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE SINGAPOUR

N° 27 (2023)

Faits saillants

- Indonésie / Thaïlande / Philippines : nouveau recul de l'inflation en juin
- Indonésie : maintien de la notation S&P à BBB
- Singapour : perte record de 23 Mds USD de la banque centrale sur l'année fiscale 2022-2023

LE CHIFFRE À RETENIR

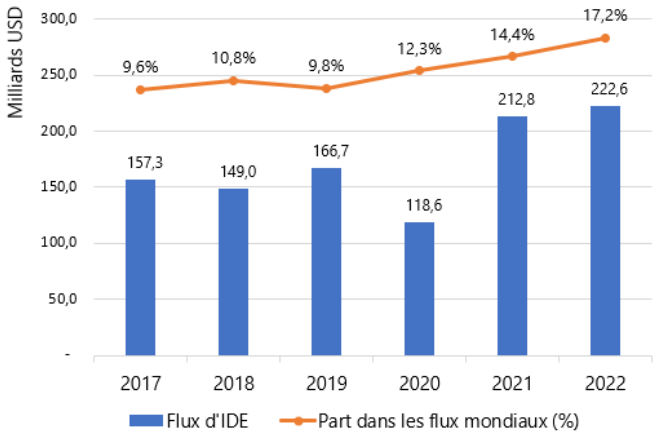
300Md$

Valeur des paiements électroniques au Cambodge, parmi les plus élevés au monde selon la banque centrale

Région

Deuxième année record d'IDE dans l'ASEAN à 223 Mds USD

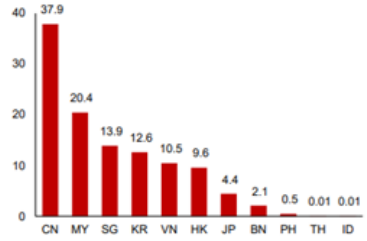
Les flux d'IDE à destination de l'ASEAN ont de nouveau battu un record en 2022, augmentant de 5% pour atteindre 223 Mds USD, après s'être contractés d'environ 30% en 2020 et avoir rebondi de 79% en 2021, selon le rapport annuel World Investment Report de la CNUCED. La progression en 2022 va à l'encontre de la tendance mondiale des IDE, qui reculent de 12% pour atteindre près de 1 300 Mds USD. L'Asie émergente demeure la région attirant le plus d'IDE globalement (plus de la moitié du total). Par pays, Singapour reste la première destination des IDE dans l'ASEAN (+8%, près des deux tiers des flux), suivi de l'Indonésie (+4%, 10%), du Vietnam (+14%, 8%) et de la Malaisie (+39%, 8%). Ce dernier enregistre également un record grâce, entre autres, à un important projet immobilier de Bin Zayed International (EAU), en collaboration avec le malaisien Widad Business Group, d'une valeur de 9,6 Mds USD à Langkasuka. Il est à noter que les entrées d'IDE aux Philippines reculent de 23% en raison d'acquisitions par des investisseurs locaux de filiales étrangères, notamment l'acquisition de l'activité de détail de Citigroup (États-Unis) par Union Bank of the Philippines pour une valeur de 1,4 Md USD.



L'IRA, une menace potentielle pour la croissance du secteur des véhicules électriques dans l'ASEAN+3

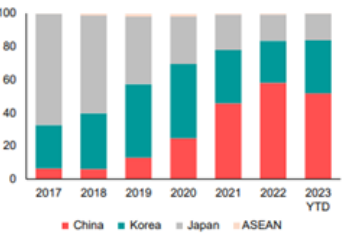
Selon une étude publiée par l'AMRO le 3 juillet, l'industrie des véhicules électriques (VE) est un secteur émergent en forte croissance, en particulier pour les économies de l'ASEAN qui visent à devenir des centres de production clés pour la région. Or en août 2022, les États-Unis ont adopté la loi sur la réduction de l'inflation de 2022 (IRA), contenant des mesures incitatives pour accélérer la production de VE dans le pays. Le nouveau crédit d'impôt pour les VE prévoit une subvention pouvant atteindre 7 500 USD à partir de 2023 pour les VE éligibles, qui doivent être assemblées aux Etats-Unis et répondre aux exigences d'approvisionnement national à la fois pour les composants de la batterie et les minéraux critiques contenus dans le véhicule. L'IRA pourrait ainsi avoir une incidence sur l'industrie des VE de l'ASEAN+3 et la stratégie de croissance de ce secteur à l'avenir. Selon cette étude, ce plan d'investissement américain pourrait réduire la demande de production de VE en ASEAN+3 ainsi que les IDE associés dans la région. Cependant, il ne devrait pas affecter la compétitivité prix des VE produits dans la région.

Figure 1. ASEAN+3: Electric Vehicle Exports
(Percent of economy's total motor vehicle exports)



Source: IHS Markit; AMRO staff calculations.
Note: Data refer to the sum of HS codes 870360, 870370, and 870380, divided by the total of HS code 8703 (parent code). BN = Brunei; CN = China; HK = Hong Kong; ID = Indonesia; JP = Japan; KR = Korea; MY = Malaysia; PH = Philippines; SG = Singapore; TH = Thailand; VN = Vietnam.

Figure 2. ASEAN, China, Japan, and Korea: Electric Vehicle Exports
(Percent of ASEAN+3 EV export value)

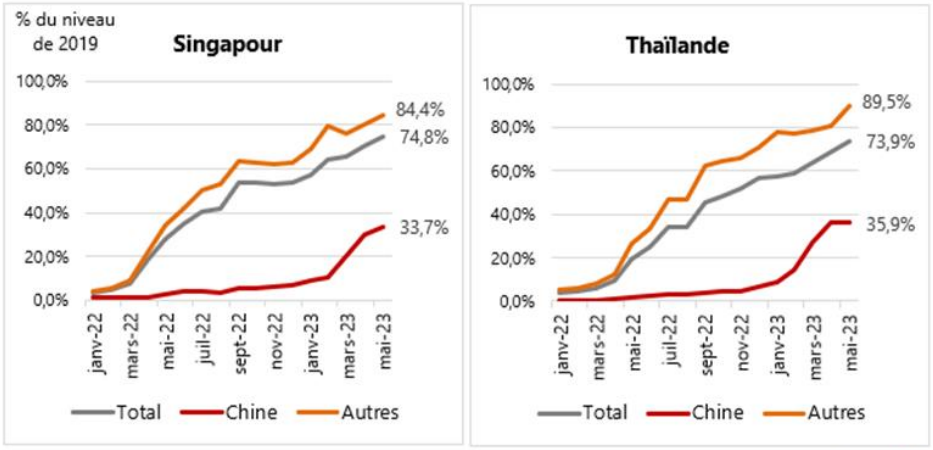


Source: IHS Markit; AMRO staff calculations.
Note: Export value data are in US dollars and up to April 2023. Data refer to HS codes 870360, 870370, and 870380. ASEAN = Association of Southeast Asian Nations; EV = electric vehicle. YTD = year-to-date.

Diversification de l'origine des touristes en mai

La reprise du tourisme s'est poursuivie en mai 2023, avec une augmentation du nombre total d'arrivées de visiteurs à Singapour à 74,8% des niveaux de 2019, contre 70,7% en avril, et une augmentation des arrivées en Thaïlande à 73,9% contre 68,3%. Cependant, les pays d'origine des touristes ont été plus diversifiées qu'au mois précédent, où les arrivées de Chine avaient fortement augmenté dans la région. Si les touristes chinois sont en reflux, les visiteurs d'autres pays ont fortement augmenté à 84,4% à Singapour et à 89,5% en Thaïlande. En Thaïlande, les autorités se montrent plus prudentes quant à l'évolution des dépenses touristiques par personne et aux arrivées de Chine en raison des nouvelles règles de visa électronique, pouvant affecter les voyages en groupe.

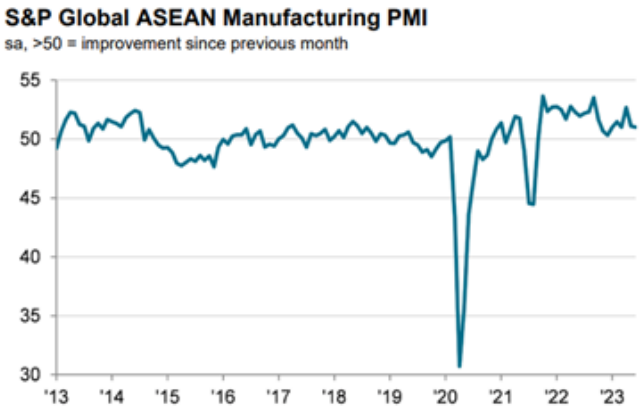
Arrivées de touristes étrangers à Singapour et en Thaïlande



Source : CEIC

PMI manufacturier : situation régionale quasi-inchangée entre mai et juin

L'indice PMI manufacturier de l'ASEAN publié par S&P Global a atteint 51,0 en juin, en baisse par rapport à 51,1 en mai. Cette baisse marque le deuxième mois consécutif de recul et indique une amélioration des conditions moins marquée depuis mars. Les données par pays montrent que cinq des sept pays de l'ASEAN suivis par l'enquête ont enregistré des conditions commerciales plus solides en juin. La Thaïlande est en tête, bien que la croissance (PMI à 53,2) ait ralenti par rapport au record d'avril, indiquant une expansion de l'activité industrielle plus modérée en juin.



Examen des régulateurs financiers des risques liés à la biodiversité

Selon un article de l'AMRO publié de 4 juillet, les banquiers centraux et les superviseurs financiers commencent à reconnaître l'importance des risques environnementaux plus larges, au-delà des seuls risques climatiques, notamment les risques liés à la biodiversité. La dégradation de la biodiversité pourrait entraîner des pertes potentielles pour le PIB mondial pouvant atteindre 2,3% annuellement d'ici 2030. L'Asie du Sud-Est, une région qui compte trois des pays les plus diversifiés du monde, est confrontée à des risques particulièrement importants liés à la détérioration de la nature. Bien que des progrès aient été réalisés au niveau mondial ces dernières années sur la manière de mesurer et de prendre en compte les risques naturels, beaucoup reste à faire pour les intégrer concrètement dans les cadres financiers. Selon l'AMRO, des études d'impact et de dépendance peuvent aider à évaluer les expositions des institutions financières à ces risques, et des scénarios d'analyse peuvent être utilisés pour mieux comprendre leur évolution et leurs conséquences.

Indonésie

Inflation toujours en ralentissement

L'inflation indonésienne en juin a ralenti à son plus bas niveau en 14 mois (+3,52% en glissement annuel), après avoir atteint +4,0% en g.a en mai 2023, gagnant le corridor cible de 2%-4% de la banque centrale. L'inflation de base, qui exclut les prix administrés (+9,21% en g.a) et les prix de certains produits alimentaires (+1,20% en g.a), décélère à 2,6% en g.a, contre 2,7% en g.a en mai. Cette tendance à la décélération de l'inflation provient notamment de la baisse des prix de l'énergie, après que le principal fournisseur de carburant de l'Indonésie, Pertamina, a baissé les prix du carburant non subventionné en juin. Bank Indonesia prévoit que l'inflation restera stable, dans le corridor cible de 2%-4% pour le reste de l'année 2023, comme c'est le cas pour l'inflation sous-jacente depuis le premier trimestre 2023. Dans ce contexte, la banque centrale a mis fin à son cycle de resserrement monétaire au premier trimestre, invoquant des pressions modérées sur les prix pour justifier sa décision de ne pas relever son taux directeur depuis février (5,75%).

Source: Indonesia Bureau of Statistics, UOB Global Economics & Markets Research

S&P : confirmation de la note de crédit souverain BBB avec perspective stable

Croissance	4,8%
Inflation	3,9%
Recettes budgétaires	15% du PIB
Dépenses budgétaires	17,3% du PIB
Déficit budgétaire	2,3% du PIB
Dette publique	39,9% du PIB

Le 4 juillet, l'agence Standard and Poor's a confirmé la notation de crédit souverain de l'Indonésie à BBB (long terme) / A-2 (court terme) avec une perspective stable. L'agence estime que l'amélioration du bilan extérieur de l'Indonésie – avec une balance courante excédentaire en 2022, soutenu par un solde commercial record – aidera à résister à la normalisation des prix des produits de base. Standard and Poor's prévoit une amélioration de la situation des finances publiques avec un déficit à 2,3% du PIB en 2023, après un assainissement budgétaire rapide en 2022, permettant de réduire le déficit à moins de 3% du PIB un an plus tôt que prévu (2,4% du PIB, contre 4,7% du PIB en 2021). Cependant, S&P souligne l'étroitesse de la base de revenus du pays. Enfin, Standard and Poor 's prévoit une croissance à 4,8% en 2023, avec une stimulation de la consommation privée au second semestre 2023 en raison de la baisse des pressions inflationnistes et d'une augmentation des dépenses publiques, dans un contexte pré-électoral. Pour rappel, en avril 2022 S&P avait révisé la perspective de la notation souveraine indonésienne de « négative » à « stable » en raison de l'amélioration de la position extérieure nette et de celle des revenus budgétaires, alors que le pays bénéficiait de termes de l'échange favorables grâce à la hausse des prix des matières premières.

Discussion préliminaire sur le budget de l'Etat pour 2024

L'économie Le 4 juillet, la ministre des Finances, Sri Mulyani Indrawati, a assisté à la réunion plénière tenue par la Chambre des représentants à propos du projet de budget de l'Etat (RAPBN) pour l'exercice 2024. Le Vice-Président de l'Agence budgétaire de la Chambre des représentants (Banggar), Cucun Ahmad Syamsurijal, a présenté les projections des autorités pour l'année prochaine.

Croissance	5,1% – 5,7%
Inflation	1,5% – 3,5%
Recettes budgétaires	11,88% – 12,38% du PIB
- Recettes fiscales	9,95% – 10,20% du PIB
Dépenses budgétaires	14,03% – 15,01% du PIB
- Subventions	0,01% – 0,02% du PIB
Déficit budgétaire	2,16% – 2,64% du PIB
Dette publique	38,07% – 38,97% du PIB

Malaisie

Des élections régionales le 12 août, importantes pour le gouvernement

Les élections régionales qui se tiendront le 12 août 2023 dans 6 des 13 états de la fédération n'auront pas d'impact direct sur la constitution du Parlement malaisien. Elles constituent néanmoins un premier test pour le gouvernement d'unité d'Anwar Ibrahim depuis sa constitution en décembre 2022. Leurs résultats pourraient en effet affecter la capacité du gouvernement à mener les réformes envisagées, pour la transition énergétique et la consolidation des finances publiques notamment.

Amélioration de la balance des services en 2022

Le déficit de la balance des services s'est réduit à -12,8 Mds USD en 2022 (-14,9 Mds en 2021) avec une hausse de 59% des exportations (31,9 Mds USD), dont le montant reste néanmoins inférieur à celui de 2019 (-18%). Les importations ont augmenté de 28% (44,7 Mds USD). Le déficit des services de voyages s'est fortement amélioré (0,3 Mds USD après -3,4 Mds) avec la reprise du tourisme, alors que celui des transports s'est creusé (-7,7 Mds USD vs -7,1 Mds). Les premiers pays de destination des exportations sont les Etats-Unis (8,6%), Singapour (8,1%), la Chine et Hong Kong (3,1%). Les principaux pays d'importation sont les Etats-Unis (10,0%), Singapour (4,8%), la Chine et Hong Kong (4,5%). La France compte pour 0,3% des exportations et 0,4% des importations, après les Pays Bas et l'Allemagne.

Singapour

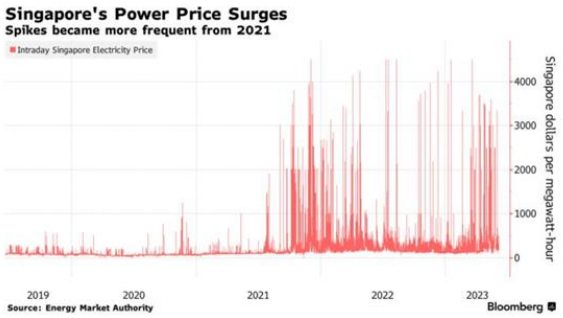
Banque centrale : anticipations de croissance et d'inflation revues à la baisse

À l'occasion de la publication du rapport annuel 2022/2023 de l'Autorité Monétaire de Singapour (MAS), Ravi Menon, directeur général de la MAS, a déclaré que les perspectives de croissance de la cité-État s'étaient assombries à court-terme. De son point de vue, un ralentissement de l'activité économique mondiale serait à prévoir dans la seconde partie de l'année. À Singapour, l'inflation aurait toutefois atteint un pic après avoir ralenti ces derniers mois, conduisant la banque centrale à revoir à la baisse sa prévision annuelle de l'évolution de l'indice global des prix à la consommation, entre 4,5% à 5,5%, contre 5,5% à 6,5% précédemment. En dépit de la dégradation de la conjoncture, le directeur général a insisté sur le fait que la lutte contre l'inflation n'était pas terminée.

Perte record de l'Autorité Monétaire de Singapour sur l'année fiscale 2022/23

L'Autorité Monétaire de Singapour (MAS) a annoncé une perte nette de 30,8 Mds SGD (22,8 Mds USD) pour l'exercice financier clos le 31 mars 2023. Cette perte est due au resserrement de la politique monétaire visant à maîtriser l'inflation. Le renforcement du dollar singapourien a en effet entraîné un effet de conversion de devises négatif, à hauteur de 21,4 Mds SGD (15,8 Mds USD), et de plus faibles gains d'investissement, à hauteur de 600 M SGD (443,2 M USD). La MAS a enregistré des dépenses de 13,7 Mds SGD (10,1 Mds USD), principalement en raison des frais d'intérêts sur les emprunts pour les opérations de marché monétaire. Cette perte est la plus importante jamais enregistrée par la MAS.

Difficultés liées à la réforme du marché de l'électricité



Singapour a du mal à attirer de nouveaux acteurs sur son marché de l'électricité. La volatilité de ce marché menace les réformes visant à stimuler la concurrence et à réduire les factures d'électricité pour les consommateurs. Les prix de l'électricité au comptant ont connu une forte hausse ces deux dernières années, entraînant la fuite des détaillants qui ont cessé leurs activités en raison de leur manque de rentabilité. Bien que le régulateur ait introduit un plafonnement des prix le mois dernier, les acteurs du marché appellent à davantage de mesures pour relancer le marché à terme. Le manque de liquidité dans les contrats à terme a conduit à l'absence de nouveaux acteurs depuis deux ans. La crise énergétique mondiale a également frappé les détaillants d'énergie, qui sont exposés aux fluctuations des prix de l'électricité sur le marché au comptant. Singapour cherche des solutions pour pallier ces difficultés, notamment en incitant les producteurs d'électricité à agir en tant qu'animateurs de marché.

Vers une obligation de rapports climatiques pour les entreprises non cotées

L'Autorité de réglementation comptable et des sociétés (Acra) et la Singapore Exchange Regulation (SGX RegCo) proposent d'imposer des obligations de publication d'information sur la conformité aux normes de l'International Sustainability Standards Board (ISSB) aux entreprises côtées à la bourse de Singapour (SGX) mais également aux entreprises non cotées à partir de leur exercice financier commençant le 1er janvier 2027. Singapour pourrait devenir ainsi l'un des premiers pays d'Asie à le faire. Actuellement, seuls le Royaume-Uni, la Nouvelle-Zélande, l'Union européenne (UE) et la Suisse ont des exigences de déclaration climatique obligatoire pour les entreprises non cotées. La proposition est soumise à consultation publique. Les grandes entreprises non cotées avec un chiffre d'affaires annuel d'au moins 1 Md SGD (740 M USD) seraient les premières concernées, suivies des entreprises avec un chiffre d'affaires d'au moins 100 M SGD (73,9 M USD) d'ici 2030.

Vietnam

FMI : prévisions de croissance pour 2023 revues à la baisse

Le Fonds Monétaire International (FMI) a abaissé d'un point de pourcentage ses prévisions de croissance pour 2023, de 5,8% à 4,7%. Ce ralentissement s'observe directement sur le marché du travail : au deuxième trimestre, 217 800 travailleurs avaient perdu leurs emplois, principalement dans le secteur du textile (65% du total des pertes d'emploi sur la période), de l'électronique (14%) et de la transformation du bois (7%). Selon le FMI, la politique budgétaire doit prendre le relais de la politique monétaire dans le soutien à l'économie, d'autant plus que le gouvernement dispose d'une large marge de manœuvre budgétaire. L'augmentation des salaires de base des fonctionnaires de 20,8% au 1er juillet, l'ambition du plan d'investissement public pour 2023 (5 Mds USD, en hausse de 30% par rapport à 2022) et la baisse de la TVA vont dans ce sens. Les effets du soutien budgétaire, combiné à la possible augmentation des prix de l'électricité par EVN et la reprise du tourisme, pourraient cependant exercer une tendance à la hausse sur l'inflation, qui s'élevait à 3,3% en g.a. sur le premier semestre.

Faible décaissement de l'aide publique au développement au niveau provincial

Sur 1,5 Md USD d'APD attribué aux provinces, seuls 114 M USD ont été dépensé depuis le début de l'année, soit 7,6% du total. Seulement 8 provinces avaient un taux de décaissement supérieur à 15% tandis que 13 d'entre elles n'ont pas commencé à dépenser. La lenteur des décaissements est causée par des ajustements dans les politiques d'investissement, des problèmes d'appel d'offres, des fluctuations dans le prix des matières premières et des pénuries de main-d'œuvre. La campagne anti-corruption en cours a également eu pour conséquence de favoriser l'inertie au sein de l'administration vietnamienne. Pour accélérer la mise en œuvre de l'APD, les projets les plus lents risquent de perdre des fonds APD au profit des projets plus efficaces, tandis que les individus ou organisations « ralentissant la progression de l'allocation du capital » pourraient être sujets à des sanctions.

Coopération énergétique avec le Laos : un arbitrage entre importations d'hydroélectricité et protection écologique du delta du Mékong

En accord avec ses engagements auprès du Laos, le Vietnam importera au moins 3 000 MW d'électricité depuis ce pays d'ici à 2025 et 5 000 MW d'ici à 2030 (PDP8). Les importations en provenance du Laos (usines hydroélectriques localisées sur le Nam Kong et le Nam San) ont déjà augmenté en mai, en raison de difficultés d'approvisionnement en charbon et en gaz, de l'importante sécheresse dans le nord du Vietnam et de l'impossibilité d'utiliser les projets de transition d'énergies renouvelables (localisés dans le sud principalement ; le Laos se situe géographiquement plus proche du nord). C'est ici que la contradiction émerge : alors que le Vietnam a besoin d'importer de l'électricité du Laos et de renforcer les liens bilatéraux avec son partenaire, le développement intensif des réservoirs hydroélectriques par les pays en amont, combiné aux effets du changement climatique, fait peser de lourdes menaces sur l'apport de sédiments vitaux, la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des 17 M d'habitants du delta du Mékong (qui produit la moitié du riz du pays, 70% de son aquaculture et un tiers de son PIB). Cela compromet ses engagements pris dans le cadre de la Résolution 120 pour le développement durable du delta. Cependant, sachant que le Vietnam ne peut pas empêcher le Laos de construire des barrages, sa participation à leur construction et exploitation (notamment au barrage de Sekong A) pourrait permettre d'essayer de minimiser les impacts potentiels sur l'environnement. Il est également possible pour le pays d'encourager son voisin à développer d'autres sources d'énergie. Actuellement, les importations d'électricité du Vietnam se situent autour de 1 – 2% du bouquet énergétique, et proviennent principalement du Laos (environ 7 M de kWh par jour) et de Chine (4 M de kWh). Selon le PDP8, les importations totales du Vietnam monteraient à 3,3% du bouquet en 2030 (puis retomberaient à 2% en 2050).

Thaïlande

Taux d'inflation en juin à son plus bas niveau depuis 22 mois

Le taux d'inflation a atteint en juin son point le plus bas depuis 22 mois, à 0,23 % g.a. (après 0,53 % en mai) en raison de la baisse significative des prix de l'énergie (-9,1 %) et du ralentissement de la hausse des prix alimentaires (marqués en particulier par une diminution poussée des prix de la viande à -11,2 %), ainsi qu'un effet de base favorable. Pour mémoire, l'inflation, qui avait enregistré un pic à 7,8% en août 2022, s'est depuis progressivement repliée pour atteindre son point bas actuel, sous l'effet à la fois du resserrement graduel de la politique monétaire, des mesures de contrôle des prix, de la baisse des prix de l'énergie et de moindres blocages dans les chaînes d'approvisionnement. Dans ce contexte, le ministère du Commerce a abaissé ses prévisions d'inflation dans une fourchette de 1 à 2% (contre 2 à 3% précédemment). Toutefois, la Banque centrale pourrait encore donner un tour de vis monétaire pour prévenir de nouvelles pressions inflationnistes - du fait du report anticipé de la hausse des prix de production sur les prix à la consommation, ainsi que de l'augmentation attendue la demande domestique.

Baisse continue de la production manufacturière

En mai, l'indice de production manufacturière continue sa baisse, qui atteint 3,1 % g.a. (après -8,7 % en avril) et 4,5 % g.a. sur les 5 premiers mois de l'année, en raison de la décrue continue des exportations (dont une diminution de 4,6 % en mai). Selon la « Federation of Thai Industries », 25 secteurs industriels, notamment les machines, les métaux ferreux et l'acier et les matériaux de construction, ont été contraints d'ajuster leur production à la baisse en raison de la diminution des commandes à l'international, en particulier depuis les Etats-Unis et l'Union Européenne. Sur l'ensemble de l'année, les exportations devraient se contracter d'environ 1%, les observateurs économiques anticipant une reprise relative de la demande internationale au second semestre.

Philippines

Nouvelle décélération de l'inflation en juin 2023 à 5,4%

En juin 2023, l'inflation a atteint 5,4% en glissement annuel, poursuivant le ralentissement entamé depuis le début de l'année 2023 (8,7% en janvier, 8,6% en février, 7,6% en mars, 6,6% en avril, 6,1% en mai). Cette décélération est notamment liée à la diminution continue des indices de prix des transports (-3,1% en g.a. en juin ; contre -0,5% en g.a. en mai ; et 2,6% en g.a. en avril) et de l'alimentation et des boissons non-alcoolisées (6,7% ; 7,4% ; 7,9%). Si ce taux s'inscrit dans l'intervalle cible de 5,3% à 6,1% fixé par la Banque centrale des Philippines pour le mois de juin, le taux d'inflation moyen depuis le début de l'année atteint 7,2% et demeure largement supérieur à l'intervalle cible fixé entre 2% et 4% pour l'année 2023.

Augmentation du salaire minimum des travailleurs du secteur privé dans la région de Manille

Le ministère philippin du Travail (DOLE) a annoncé une augmentation de 40 PHP (0,72 USD) du salaire minimum journalier des travailleurs du secteur privé dans la région métropolitaine de Manille (NCR, National Capital Region) à partir du 16 juillet 2023 - portant le salaire journalier minimum à 610 PHP (14,8 USD) pour les métiers des secteurs dits non-agricoles, et à 573 PHP (13,9 USD) pour les emplois agricoles ou des petites structures commerciales (≤15 employés) ou industrielles (<10 employés). Le ministère du Travail estime que la mesure bénéficiera directement à 1,1 M de salariés philippins. Un projet de loi sur l'augmentation généralisée des salaires (Across-the-Board Wage Increase Act of 2023), qui prévoit la hausse de 150 PHP (2,7 USD) du salaire journalier minimum national, a en parallèle fait l'objet d'une forte opposition (dont celle du ministre des Finances Benjamin Diokno), par crainte qu'une telle hausse nationale ne conduise à une augmentation de l'inflation.

Cambodge

Croissance de 5,5 % en 2023, selon la banque centrale

La Banque nationale du Cambodge (BNC) a prévu une croissance économique du pays de 5,5% en 2023, avec une inflation annuelle prévue à 2%. Elle souligne cependant certains risques externes qui pèsent sur la croissance du pays, en particulier la guerre d'agression russe contre l'Ukraine (mentionnées comme des « tensions prolongées entre la Russie et l'Ukraine »), le resserrement de la situation financière internationale, ou encore l'atonie des marchés américain et européen. Cela affecte les perspectives d'exportation et d'investissement au Cambodge. Des problèmes persistants sur le marché immobilier chinois pourraient entraver la croissance des investissements dans le secteur immobilier au Cambodge. Sur le plan interne, la banque centrale identifie notamment le risque lié à la baisse constante de la demande dans le secteur immobilier. De fait, l'économie du Cambodge reste très dépendante du contexte international, sur lequel les autorités n'ont pas prise.

Le Cambodge, champion du monde des paiements électroniques

La valeur des paiements électroniques au Cambodge a encore crû de 34% pour atteindre environ 300 Mds USD en 2022, près de 1 000% du PIB. La Banque nationale du Cambodge (BNC) estime que ce montant est parmi les plus élevés au monde, reflétant ainsi la modernisation et le développement du système de paiement au Cambodge. Son système Bakong, véritable chambre de compensation électronique quotidienne entre systèmes de paiement par QR code, y a fortement contribué. Lancé officiellement en octobre 2020 par la BNC, cette infrastructure de paiement mobile basée sur une technologie blockchain vise à également à faciliter virements et paiements, y compris transfrontaliers (Thaïlande et Vietnam à ce jour). Il améliore l'inclusion financière du Royaume, notamment dans les campagnes où nombre de ménages ne possèdent pas de compte bancaire. Et c'est paradoxalement en raison du retard de développement de son système de paiement par cartes bancaires que le Cambodge a fait un saut technologique ; à l'image du phénomène connu dans la téléphonie mobile. La BNC vient de lancer le CSS (Cambodian Shared Switch), système interbancaire qui permettra aux titulaires de cartes bancaires d'utiliser indifféremment les guichets automatiques bancaires des banques et institutions financières participantes. Innovant, pour le coup, car pas seulement limité aux retraits d'espèces.

Vers le renforcement de la protection de la propriété intellectuelle

Selon le ministère du Commerce, un projet de politique nationale renforcement de la propriété intellectuelle 2023-2028 a été finalisé et sera soumis pour examen du conseil des ministres. La nouvelle politique vise à renforcer le système de propriété intellectuelle au Cambodge. Elle permettrait ainsi d'améliorer la protection de la propriété intellectuelle, la réputation des marques et des produits du pays, ainsi que de favoriser la recherche et le développement de nouveaux produits ainsi que l'innovation. Avec le développement économique, le Royaume connait un essor de la propriété intellectuelle. Le gouvernement a mis en place des outils de protection avec la possibilité d'enregistrement de marques nationales et la reconnaissance du dépôt de marques étrangères. La contrefaçon demeure très présente dans le pays. Les entreprises sont donc encouragées à enregistrer leurs marques. Le Cambodge devrait encore prêter une attention particulière à la sensibilisation du public à l'importance, au respect et à la protection des droits de propriété intellectuelle.

Laos

Bancariser le commerce extérieur

Les débats en cours à l'Assemblée nationale ont vu le premier ministre laotien annoncer de nouvelles mesures… pour protéger la valeur de la monnaie. Au cours des derniers mois, les règles encadrant l'utilisation des devises ont été renforcées. Par exemple, les bureaux de change ont été fermés, sauf ceux adossés à des établissements bancaires. Le change parallèle a été banni et réprimé. Mais, ce sont surtout les importateurs et exportateurs, les banques, les ZES… qui doivent maintenant s'assurer qu'au moins 50 % des recettes d'exportation sont bien déposées dans le système bancaire laotien (contre 30 % jusqu'à présent). Dans un contexte de dépréciation du kip, favorisant le maintien de l'inflation, l'accès à des devises est essentiel. Les autorités font donc la chasse aux exportateurs – de biens comme de services – qui ne déposeraient pas leurs recettes dans les banques laotiennes. Pas sûr que cela suffise à régler tous les problèmes pesant sur le kip. Pas sûr que l'idée de décourager l'achat de produits de luxe – étrangers donc – soit bien plus efficace.

La solution : la substitution aux importations ?

Autre idée mise en avant par les autorités, au cours de cette même session de l'Assemblée nationale, la substitution aux importations. Il s'agit donc de développer les productions nationales pour offrir une alternative aux produits importés, achetés en devises et ne développant pas l'emploi national. Il y a sans doute loin de la coupe aux lèvres. Une alternative plus constructive, et peut-être plus réaliste, serait de développer la valeur ajoutée des produits exportés. De fait, le Laos exporte des produits agricoles et miniers, bruts ; beaucoup d'électricité aussi (elle représente environ 30 % des recettes exportation). Elle est également mise en avant par certains. Mais, avant de réserver une partie de la production de produits bruts aux entreprises locales, il faudra mettre en place les conditions de leur développement. Et même avec les meilleures conditions, cela prendra des années. Des réformes de fond, donc. Les marchés y seraient cependant attentifs et pourraient réagir positivement dès qu'elles seraient lancées…

Birmanie

Baisse de 38% des investissements directs étrangers au T1 2023

Selon le registre du Directorate of Investment & Company Administration (DICA), les investissements directs étrangers (IDE) approuvés se sont élevés à 13,6 M USD au premier trimestre (avril-juin) de l'année fiscale 2023-2024, soit une baisse de 38% par rapport à 2022-2023. La Chine reste de loin le premier investisseur avec des investissements à hauteur de 9,4 M USD, loin devant Singapour (1,7 M USD). Les investissements sont concentrés dans le secteur manufacturier (12,6 M USD).

Baisse de l'indice PMI en juin

En juin, l'indice des directeurs d'achats (PMI) de S&P Global s'est abaissé à 50,4 après 53 le mois précédent, soit la plus faible expansion du secteur depuis février. Les commandes continuent à augmenter mais le secteur reste confronté à de nombreuses difficultés opérationnelles qui contraignent le rythme de production tandis que l'emploi s'est contracté (nombreuses démissions). Les pressions inflationnistes se sont atténuées, mais restent fortes.

Tableau de bord macroéconomique

PRÉVISIONS FMI (avril-23)

CROISSANCE ANNUELLE	2022	2023	2024	PIB 2023e (Mds USD)
ASEAN	5,7%	4,6%	4,9%	3 948
Indonésie	5,3%	5,0%	5,1%	1 392
Thaïlande	2,6%	3,4%	3,6%	574
Singapour	3,6%	1,5%	2,1%	516
Vietnam	8,0%	5,8%	6,9%	449
Malaisie	8,7%	4,5%	4,5%	447
Philippines	7,6%	6,0%	5,8%	441
Birmanie	2,0%	2,6%	2,6%	64
Cambodge	5,0%	5,8%	6,2%	31
Laos	2,3%	4,0%	4,0%	14

PMI MANUFACTURIER	juin-23	mai-23	avr-23	mars-23	févr-23	janv-23	déc-22
ASEAN	51,0	51,1	52,7	51,0	51,5	51,0	50,3
Birmanie	50,4	53,0	57,4	55,5	51,1	49,6	42,1
Indonésie	52,5	50,3	52,7	51,9	51,2	51,3	50,9
Malaisie	47,7	47,8	48,8	48,8	48,4	46,5	47,8
Philippines	50,9	52,2	51,4	52,5	52,7	53,5	53,1
Singapour (Global PMI)	54,1	54,5	55,3	52,6	49,6	51,2	49,1
Thaïlande	53,2	58,2	60,4	53,1	54,8	54,5	52,5
Vietnam	46,2	45,3	46,7	47,7	51,2	47,4	46,4

PIB TRIM. (g.a)	T2-23	T1-23	T4-22	T3-22	T2-22	T1-22	T4-21
Indonésie		5,0%	5,0%	5,7%	5,5%	5,0%	5,0%
Malaisie		5,6%	7,1%	14,1%	8,8%	4,8%	3,6%
Philippines		6,4%	7,1%	7,7%	7,5%	8,0%	7,9%
Singapour		0,4%	2,1%	4,0%	4,5%	4,0%	6,6%
Thaïlande		2,7%	1,4%	4,6%	2,5%	2,2%	1,9%
Vietnam	4,1%	3,3%	5,9%	13,7%	7,8%	5,1%	5,2%

CONSOMMATION (g.a)	T1-23	T4-22	T3-22	T2-22	T1-22	T4-21	T3-21
Indonésie	4,5%	3,0%	4,3%	4,2%	3,3%	3,8%	1,0%
Malaisie	4,5%	6,3%	13,3%	15,2%	5,6%	4,1%	-3,0%
Philippines	6,3%	7,0%	8,0%	8,5%	10,0%	7,5%	7,1%
Singapour	5,8%	9,5%	12,0%	13,4%	3,9%	5,6%	5,4%
Thaïlande	5,4%	5,6%	9,1%	7,1%	3,5%	0,6%	-3,2%
Vietnam	3,0%	7,2%	7,3%	6,1%	4,3%	2,1%	1,6%

IPC / INFLATION (g.a)	juin-23	mai-23	avr-23	mars-23	févr-23	janv-23	déc-22
Indonésie	3,5%	4,0%	4,3%	5,0%	5,5%	5,3%	5,5%
Laos	28,6%	38,9%	39,9%	41,0%	41,3%	40,3%	39,3%
Malaisie		2,8%	3,3%	3,4%	3,7%	3,7%	3,8%
Philippines	5,4%	6,1%	6,6%	7,6%	8,6%	8,7%	8,1%
Singapour		5,1%	5,7%	5,5%	6,3%	6,6%	6,5%
Thaïlande	0,2%	0,5%	2,7%	2,8%	3,8%	5,0%	5,9%
Vietnam	2,0%	2,4%	2,8%	3,4%	4,3%	4,9%	4,5%

EXPORTATIONS (g.a, Mds USD)	juin-23	mai-23	avr-23	mars-23	févr-23	2022	2021
Indonésie		1,0%	-29,4%	-11,6%	4,1%	292,0	231,6
Malaisie		-3,6%	-20,5%	-7,3%	5,3%	352,5	299,4
Philippines			-20,2%	-9,1%	-18,1%	79,0	74,7
Singapour		-12,4%	-16,0%	-5,2%	-2,2%	515,0	457,1
Thaïlande		-4,6%	-7,6%	-4,2%	-4,7%	287,1	272,0
Vietnam	-11,4%	-9,1%	-16,2%	-14,5%	11,6%	371,7	336,2

CPTE COURANT (% du PIB)	T1-23	T4-22	T3-22	T2-22	T1-22	T4-21	T3-21
Cambodge		-12,7%	-27,6%	-36,4%	-25,8%	-52,9%	-19,4%
Indonésie	0,9%	1,3%	1,3%	1,1%	0,2%	0,5%	1,7%
Malaisie	1,0%	5,9%	4,2%	0,6%	1,4%	3,8%	5,2%
Philippines	-4,3%	0,5%	-6,4%	-8,2%	-4,2%	-3,3%	-1,1%
Singapour	18,6%	14,6%	20,3%	20,5%	21,9%	18,2%	19,8%
Thaïlande	2,7%	0,3%	-6,6%	-6,4%	-1,6%	-1,3%	-3,8%

CPTE FINANCIER (Mds USD)	T1-23	T4-22	T3-22	T2-22	T1-22	T4-21	T3-21
Cambodge		-1,0	-0,9	-2,2	-2,7	-3,9	-2,1
Indonésie	-3,4	0,1	5,6	1,4	1,8	2,2	-7,3
Laos	-0,1	0,1	-0,3	-0,1	0,0	-0,1	0,1
Malaisie	0,5	0,2	3,9	0,2	-7,6	-0,5	-0,2
Philippines	-5,7	-1,6	-3,0	-3,2	-4,7	-5,7	-2,5
Singapour	1,1	-24,1	-43,4	-77,1	-58,3	-17,6	2,2
Thaïlande	2,5	-3,1	3,5	0,2	-3,7	-0,8	-2,6
Vietnam	-3,1	-2,1	4,9	-8,9	-3,4	-6,9	-8,7

TAUX DE CHÔMAGE	T2-23	T1-23	T4-22	T3-22	T2-22	T1-22	T4-21
Malaisie		3,5%	3,6%	3,7%	3,9%	4,1%	4,3%
Philippines	4,5%	4,8%	4,5%	5,2%	5,7%	6,4%	7,4%
Singapour		1,6%	1,8%	2,0%	2,6%	2,0%	2,1%
Thaïlande		1,1%	1,2%	1,2%	1,4%	1,5%	1,6%
Vietnam	2,3%	2,3%	2,3%	2,3%	2,3%	2,5%	3,6%

TAUX DIRECTEURS	Vietnam	Thaïlande	Malaisie	Indonésie	Philippines	Laos	Birmanie
	3,00%	2,00%	3,00%	5,75%	6,25%	7,50%	7,00%
Dernier changement	juin-23	mai-23	mai-23	janv-23	mars-23	févr-23	févr-23

TAUX DE CHANGE	06/07/23	1 mois	Ytd	1 an	2022	2021	2020
VND/USD	23 545	1,2%	0,8%	2,5%	23 271	23 160	23 208
SGD/USD	1,35	1,5%	0,7%	-1,2%	1,38	1,34	1,38
IDR/USD	15 013	1,8%	-4,6%	3,2%	14 917	14 345	14 625
MYR/USD	4,66	4,5%	5,6%	6,5%	4,40	4,14	4,20
THB/USD	34,91	2,3%	1,0%	2,1%	35,05	31,98	31,29
PHP/USD	55,39	-0,6%	-1,3%	6,0%	54,48	49,25	49,62

MARCHÉS FINANCIERS	30/06/23	1 mois	Ytd	1 an	2022	2021	2020
MSCI AC ASEAN	1 334	▼ 0,0%	▼ -1,7%	▲ 6,1%	▼ -4,1%	▬ 0,2%	▼ -6,2%
S&P 500	4 450	▲ 6,5%	▲ 15,9%	▲ 17,6%	▼ -19,4%	▲ 26,9%	▲ 16,3%
Brent (USD/baril)	$74,9	▼ -0,9%	▼ -7,6%	▼ -39,0%	$100,1	$69,9	$41,5

Sources : CEIC, WHO, Our World in Data, FMI, IHS Markit, S&P, MSCI

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : **www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international**

Responsable de la publication : Hervé OCHSENBEIN
Rédacteurs : Esma LAOUADI, Olivia PEZARD

Avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Rangoun et Phnom Penh

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Copyright
Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du SER de Singapour
Clause de non-responsabilité
Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut être en aucun cas tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Pour s'abonner : esma.laouadi@dgtresor.gouv.fr ; olivia.pezard@dgtresor.gouv.fr